

# LES ORGANISATIONS PAYSANNES ET LA NUTRITION

*Retour d'expériences du projet Sara en Moyenne-Guinée  
et en Guinée forestière*



**LA COLLECTION CAHIER PROJET** a vocation à partager de façon synthétique des expériences de projets conduits par le Gret et ses partenaires. Dans une forme allégée, elle donne à voir les résultats d'un projet (contexte, démarche, intérêts, bilans technique et économique, etc.) et les recommandations qui en découlent. Le texte est enrichi de visuels et de courts témoignages d'acteurs impliqués dans l'élaboration et la mise en œuvre du projet.



# **LES ORGANISATIONS PAYSANNES ET LA NUTRITION**

---

*Retour d'expériences du projet Sara en Moyenne-Guinée  
et en Guinée forestière*

---

**Coordination** : Claire Costis

**Rédaction** : Camille Delahay, Claire Costis

**Comité de relecture** : Mamadou Malal Taran Diallo, Floriane Thouillot

**Relecture** : Marie Camus, Véronique Beldame, François Enten

**Responsables éditoriaux** : François Enten, Marie Camus

**Photographies** : © Gret, sauf mention contraire

© Éditions du Gret, 2021

Licence Creative Commons :



## SOMMAIRE

---

Sigles et acronymes	4
Le projet Sara	5
<b>INTRODUCTION. LES ORGANISATIONS PAYSANNES ET LA NUTRITION EN GUINÉE</b>	<b>7</b>
Le contexte alimentaire et nutritionnel	7
La prise en compte de la nutrition au sein du projet Sara	9
<b>PARTIE 1. L'INTÉGRATION DE LA NUTRITION AU SEIN DES ORGANISATIONS PAYSANNES, UNE DIVERSITÉ D'ACTEURS ET DE RÔLES</b>	<b>11</b>
Quelles « portes d'entrée » de la nutrition au sein des dispositifs existants ?	11
Les porteurs et porteuses de l'éducation nutritionnelle	13
Renforcement de capacités et accompagnement des personnes relais de nutrition	15
Leçons et recommandations	17
<b>PARTIE 2. L'ÉDUCATION NUTRITIONNELLE PORTÉE PAR LES ORGANISATIONS PAYSANNES</b>	<b>19</b>
Les actions de nutrition mises en œuvre au sein des organisations paysannes	19
Les changements de pratiques observés	22
Leçons sur les modalités et les effets de l'éducation nutritionnelle portée par les organisations paysannes	25
<b>PARTIE 3. LES LIENS AVEC LE SYSTÈME DE SANTÉ</b>	<b>27</b>
Cohérence des actions de sensibilisation avec les outils du ministère de la Santé	27
Collaboration entre organisations paysannes et services de santé au niveau local	28
Leçons et recommandations sur les synergies entre organisations paysannes et système de santé	30
<b>CONCLUSION</b>	<b>31</b>

## SIGLES ET ACRONYMES

<b>ACORH</b>	Amélioration des capacités des organisations des filières riz et huile de palme
<b>ASANAO</b>	Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest
<b>CCFD</b>	Comité catholique contre la faim et pour le développement
<b>CNOPG</b>	Confédération nationale des organisations paysannes de Guinée
<b>FPFD</b>	Fédération des paysans du Fouta Djallon
<b>MGE</b>	Maison guinéenne de l'entrepreneur
<b>OP</b>	Organisations paysannes (entendues aussi comme organisations professionnelles agricoles et agroalimentaires)
<b>PNIASAN</b>	Plan national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle
<b>RESANORD</b>	Projet de renforcement de la sécurité alimentaire dans les zones enclavées du Nord de la Guinée
<b>SARA</b>	Sécurité alimentaire, résilience et agroécologie

# Le projet Sara

Le projet Sara (Sécurité alimentaire, résilience et agroécologie), conduit de 2016 à 2019, avait pour objectif de renforcer l'autonomie des exploitations familiales face aux crises sanitaires et aux changements climatiques dans deux régions de Guinée : la Moyenne-Guinée et la Guinée forestière.

Carte 1 : ZONE D'INTERVENTION DU PROJET



L'une des dimensions transversales du projet était de renforcer la prise en compte de la nutrition dans les différentes actions menées dans chacune des deux régions<sup>1</sup>. Grâce à un financement de l'Union européenne, les activités ont été conduites par la Fédération des paysans du Fouta Djallon (FPFD) en Moyenne-Guinée et par la Maison guinéenne de l'entrepreneur (MGE) et le Gret en Guinée forestière.

La FPFD est une organisation paysanne faïtière engagée dans le renforcement de la sécurité alimentaire des familles de producteurs de la région. Avec l'appui de l'ONG CCFD-Terre solidaire, elle a été chargée de la mise en œuvre du projet à destination des producteurs membres des

1. Le projet Sara s'inscrit dans la continuité d'actions initiées depuis 2009 dans le cadre des projets ResaNord en Moyenne-Guinée et Acorh en Guinée forestière (2013-2015), dont a émergé la prise en compte des enjeux nutritionnels.

groupements et unions lui étant affiliés. Les principales actions ont porté sur l'amélioration des conditions de production et la valorisation des produits (fourniture d'équipements et d'intrants, accès à des services de conseil agricole et de gestion, innovations techniques de production, de stockage et transformation), mais également sur l'accompagnement d'initiatives économiques pour les femmes et les jeunes. Cela a été complété par un important volet de renforcement de capacités des organisations membres (unions et groupements) en matière de gouvernance et de contribution au développement du territoire.

La MGE est une ONG active dans l'animation, la formation, le conseil et le renforcement des opérateurs économiques guinéens. Elle s'est investie dans l'amélioration des capacités des organisations professionnelles des filières riz et huile de palme (groupements, unions et fédérations de producteurs, transformateurs et commerçants).

Avec le Gret, ces deux structures ont proposé un accompagnement à différentes échelles : accès des groupements et unions aux moyens de production, à des innovations techniques et aux services de conseil et de gestion, et accompagnement des fédérations dans leurs capacités institutionnelles, d'appui-conseil à leurs membres et de concertation interprofessionnelle.

En plus de ces actions spécifiques à chaque région, un dispositif de coordination et d'animation a été piloté par le Gret à l'échelle nationale, impliquant tous les acteurs concernés et facilitant le partage d'expériences sur des sujets communs, notamment la prise en compte des enjeux nutritionnels dans chacune des deux régions.

Par ailleurs, grâce au programme Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest<sup>2</sup> (Asanao), un travail de capitalisation sur l'intégration de la nutrition dans le cadre du projet Sara a été conduit. Les résultats de la capitalisation ont été partagés en 2019 avec les acteurs guinéens lors de deux ateliers d'échanges. Ce document présente la synthèse de l'ensemble de ces travaux en proposant une analyse croisée entre les deux régions. Il compare dans ce but le portage d'actions liées à la nutrition par les différents acteurs, en s'intéressant notamment aux questions d'intégration dans les dispositifs existants, aux rôles des personnes relais et aux actions mises en place, ainsi qu'à l'articulation avec le système de santé. Les leçons tirées de ces analyses croisées mettent en évidence les capacités et l'intérêt des organisations professionnelles agricoles et agroalimentaires et de leurs partenaires à intégrer les enjeux de nutrition dans leurs actions. ●

---

2. Financé par l'Agence française de développement (AFD), Asanao est un projet multi-pays mis en œuvre par le Gret de 2018 à 2020 qui s'inscrit dans une démarche globale de renforcement des synergies entre agriculture et nutrition.

## INTRODUCTION

# Les organisations paysannes et la nutrition en Guinée

## LE CONTEXTE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNEL

La Guinée possède d'importantes ressources naturelles et potentialités en termes de surfaces cultivables, de pluviométrie et de réserves hydriques, de qualité des sols et de richesses minières. En dépit de cela, la pauvreté reste élevée et l'économie du pays demeure fragile. Cette dernière repose sur le secteur des mines ainsi que sur une agriculture familiale et diversifiée<sup>3</sup> occupant la moitié de la population active. Les systèmes de production, quoique relativement variés, se caractérisent par des exploitations familiales de petite taille, aux rendements faibles, aux capacités d'investissement limitées, et très vulnérables face aux aléas climatiques, économiques ou sanitaires (le pays ayant été durement frappé par l'épidémie Ebola en 2014).

Selon l'enquête *Analyse globale de la vulnérabilité, de la sécurité alimentaire et de la nutrition* (AGVSAN)<sup>4</sup>, près de 22 % des ménages guinéens étaient, en 2018, en situation d'insécurité alimentaire, avec des disparités par région et des taux plus importants en Guinée forestière (41 %) et en Moyenne-Guinée (27 %). Les résultats de cette enquête ont montré que les ménages en situation d'insécurité alimentaire présentaient une faible diversité alimentaire (avec une consommation très centrée sur le riz, accompagné d'huile et de matières grasses, ainsi que sur la viande ou le poisson, quoique pas systématiquement), une dépendance accrue au marché pour leur alimentation, une faible résilience aux chocs et un endettement chronique.

Concernant la situation nutritionnelle, les prévalences de la malnutrition chez les jeunes enfants évoluent sensiblement à la baisse depuis une dizaine d'années mais restent préoccupantes en raison de leurs conséquences à court et long termes sur leur santé et leur développement. Ainsi, les derniers chiffres de 2018 indiquaient qu'un enfant de moins de cinq ans sur quatre à l'échelle nationale souffrait de malnutrition chronique (retard de croissance), avec là aussi des disparités géographiques importantes (jusqu'à 31 % en Guinée forestière et 25 % en Moyenne-Guinée) et une majorité de ménages pauvres ruraux concernés. À l'échelle nationale, seuls 30 % des enfants de 6 à 23 mois bénéficiaient d'une alimentation adéquate (allaitement, alimentation de complément au lait maternel), et l'administration de la vitamine A, tout comme le déparasitage des jeunes enfants, présentaient des disparités régionales importantes.

3. Les principales cultures (vivrières ou commerciales) sont le riz, le manioc, la banane plantain, l'ananas, le café, le palmier à huile, l'oignon, la tomate, la pomme de terre. Il s'agit de produits importants pour l'alimentation et l'économie des ménages.

4. Analyse globale de la vulnérabilité, de la sécurité alimentaire et de la nutrition, République de Guinée, 2018, pages 36-41, 74-79.

ZOOM  
SUR

### Les liens entre agriculture et nutrition

La malnutrition, qui résulte directement d'apports alimentaires inadéquats et de l'exposition répétée à des maladies, peut prendre de nombreuses formes (malnutrition chronique, malnutrition aiguë, carences en micronutriments, surpoids et obésité). Les femmes enceintes et allaitantes, les jeunes enfants, mais aussi les personnes âgées, y sont particulièrement vulnérables du fait de leurs besoins physiologiques spécifiques. Les déterminants indirects de la malnutrition peuvent être la difficulté d'accès à des services de santé de qualité, un environnement favorable aux risques de contamination ou encore la situation d'insécurité alimentaire des familles. La malnutrition est donc multifactorielle et ses causalités spécifiques à chaque contexte.

Il existe de nombreux leviers pour prévenir efficacement la malnutrition, au premier rang desquels on trouve des actions reconnues pour leur impact direct sur le statut nutritionnel des individus et généralement portées par le secteur de la santé (par exemple la promotion de l'allaitement maternel, la supplémentation, le déparasitage, l'amélioration de l'alimentation spécifique des jeunes enfants, etc.).

De plus en plus conscients de l'importance des facteurs sous-jacents de la malnutrition, les spécialistes et décideurs politiques soutiennent depuis plusieurs années des approches multisectorielles de nutrition ayant pour objectif d'orienter les stratégies sectorielles (agriculture, commerce, eau et assainissement, éducation, etc.) vers un meilleur impact nutritionnel. L'agriculture est l'un des secteurs présentant d'importantes potentialités pour prévenir durablement la malnutrition, en particulier chez les ménages ruraux, car elle influence la disponibilité d'aliments variés, les prix des produits alimentaires bruts et transformés, ou encore les revenus des producteurs et leur accès à une alimentation de qualité.

*Source : Costis C., Construire des liens durables entre agriculture et nutrition, Nogent-sur-Marne, Gret, 2020, 4 p., Politiques et pratiques de développement, n° 24*

En Guinée, c'est historiquement le ministère de la Santé qui détient la tutelle des actions de nutrition, avec des activités portées à l'échelle nationale dans le domaine de la santé maternelle et infantile (prise en charge des maladies des enfants, campagnes préventives en faveur de la vaccination, du déparasitage et de la supplémentation) et des sensibilisations aux pratiques recommandées d'alimentation et de soins des femmes et des jeunes enfants. L'État guinéen s'est également engagé dans une approche plus globale de lutte contre la malnutrition avec son adhésion en 2013 au mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) et par la récente production de stratégies nationales promouvant des actions intégrées entre, notamment, les secteurs de la santé et de l'agriculture.

- La politique nationale multisectorielle de nutrition (PNMN 2018-2030) rassemble les ambitions du pays à la fois en termes d'actions à impact direct sur la nutrition et d'interventions indirectes portées par les secteurs de l'agriculture, de l'élevage ou encore de la pêche.
- Le Plan national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNIASAN 2018-2025) possède une composante dédiée à la nutrition, qui préconise entre autres la production et la promotion de spéculations riches en nutriments, la diversification des cultures destinées à l'autoconsommation ainsi que l'éducation nutritionnelle pour favoriser l'adoption de bonnes pratiques alimentaires et nutritionnelles.



Séance d'éducation nutritionnelle avec une femme relais nutrition en Guinée forestière

## LA PRISE EN COMPTE DE LA NUTRITION AU SEIN DU PROJET SARA

### ZOOM SUR

#### Les organisations professionnelles agricoles et agroalimentaires\* en Guinée

Au gré d'initiatives endogènes et de divers projets d'appui, les organisations de producteurs de Guinée se sont développées depuis la fin des années 1980 à la fois pour défendre les intérêts des producteurs et compenser le manque de moyens financiers et humains de l'État, et fournir des services à leurs membres (conseils techniques, appui à la fourniture d'intrants, appui à la commercialisation, mise en relation avec les autres acteurs de la filière).

Des groupements de base se sont ainsi formés et ensuite regroupés en unions (échelle communale, voire préfectorale), puis en fédérations (échelle régionale). La naissance de la PPFD en Moyenne-Guinée remonte à 1992, et la Fédération des organisations paysannes de Basse-Guinée (FOPBG) a émergé en 2001, rassemblant chacune plusieurs filières. Des fédérations organisées par filière ont également émergé au niveau des autres régions, les plus récentes étant celles de la filière riz : la Fédération des unions de producteurs de riz de la Haute-Guinée (Fuproriz) en 2008, et la Fédération des producteurs de riz de Guinée forestière (Feprori-GF) en 2011.

En 2000, les fédérations régionales de producteurs se sont regroupées pour former un cadre de concertation et d'échanges au niveau national : la Confédération nationale des organisations paysannes de Guinée (CNOPG). Celle-ci a pour objectif la visibilité institutionnelle, le renforcement et l'appui aux activités économiques des membres, et l'amélioration des conditions de mise en marché des productions agricoles. En 2005, des lois ont été votées dans le pays pour régir les mouvements associatifs (lois L013 et L014), reconnaissant formellement les organisations à leurs différents niveaux (groupements, unions et fédérations faitières).

La CNOPG est membre du Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest

(Roppa), fondé en 2000 dans le but d'encourager et d'accompagner la concertation, la structuration et la formation/information des organisations paysannes (OP) et des producteurs agricoles dans chaque pays et au niveau sous régional (Union économique et monétaire ouest-africaine – Umeoa, puis Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest – Cedeao). Certaines OP guinéennes possèdent un poids politique assez important concernant la négociation autour de la commercialisation (exemple de la CNOPG, faitière nationale, et de la PPFD, qui ont obtenu la suspension de l'importation des pommes de terre européennes pendant la période de mise en marché principale de sa production).

La structuration des acteurs de l'aval de la filière est en revanche plus récente et moins prise en compte par l'État et les partenaires techniques et financiers. Ainsi, les organisations en aval de la filière sont encore atomisées et moins organisées. La structuration de l'aval de la filière riz (groupements et unions d'éleveuses, de décortiqueurs et de commerçants) a toutefois permis entre 2012 et 2013 l'émergence de fédérations régionales de riziers (regroupant les éleveuses et les décortiqueurs) dans trois régions : Basse-Guinée (la Fédération régionale des riziers de Basse-Guinée – Federiz-BG), Guinée forestière (la Fédération régionale des riziers de Guinée forestière – Feri-GF) et Haute-Guinée (la Fédération régionale des riziers de Haute-Guinée – Feri-HG).

\* Le terme générique « organisations paysannes » ou « OP » tel qu'utilisé dans ce document fait référence à une diversité d'acteurs et de métiers, relatifs non seulement à la production agricole mais aussi aux activités de transformation et de commercialisation des produits. C'est pourquoi dans ce document, les deux termes « organisations paysannes/OP » et « organisations professionnelles agricoles et agroalimentaires » sont utilisés en alternance, en fonction de la portée et de la précision du propos.

Les premières initiatives de prise en compte de la nutrition dans des projets agricoles ont été conduites par le Gret, la MGE et la PPFD dans le cadre des projets Acorh<sup>5</sup> et ResaNord<sup>6</sup>. S'appuyant sur un diagnostic des pratiques existantes en matière d'alimentation et de soins des femmes et des jeunes enfants, des sensibilisations ont été menées à destination des ménages membres des unions et des

5. Amélioration des capacités des organisations des filières riz et huile de palme (2013-2016).

6. Projet de renforcement de la sécurité alimentaire dans les zones enclavées du Nord de la Guinée (2013-2016).

groupements appuyés par les projets. En 2016, le projet Sara s'est doté d'une ambition plus large : prendre en compte les enjeux nutritionnels locaux dans l'ensemble des actions agricoles soutenues par le projet, tout en poursuivant les sensibilisations auprès des ménages. **Il s'agissait de voir comment, en fonction de leurs métiers (producteurs, transformateurs, commerçants) ou de leurs filières (produits maraîchers, riz, huile de palme), les acteurs agricoles (groupements, unions, fédérations) pouvaient s'approprier les enjeux nutritionnels et agir.** Les partenaires du projet avaient également la volonté de collaborer avec le système de santé sans se substituer à son action, et de partager, aux niveaux régional et/ou national, les leçons apprises avec l'ensemble des acteurs concernés. Cette ambition s'est principalement traduite par la mise en place, au sein des organisations professionnelles agricoles et agroalimentaires, **de dispositifs de formation et de sensibilisation, ainsi que par la création d'espaces de dialogue** portant d'un part sur les connaissances et pratiques essentielles en matière de nutrition, et d'autre part sur les enjeux alimentaires et nutritionnels locaux et les liens entre les métiers et pratiques agricoles des différents groupes. **C'est cet ensemble d'activités qui est appelé dans ce document « l'éducation nutritionnelle portée par les organisations professionnelles ».** Celle-ci reflète une diversité de méthodes et de thèmes dont l'importance dépasse celle des sensibilisations spécifiques à l'alimentation et aux soins des femmes et jeunes enfants, qui ne relie pas leurs enseignements avec les pratiques agricoles ou de gestion de l'économie familiale.

La conduite de ces actions d'éducation nutritionnelle par les OP s'est faite à chaque fois en s'adossant à l'organisation préexistante, c'est-à-dire *via* les schémas d'acteurs déjà en place et les dispositifs d'accompagnement existants. Ces derniers différant d'une région à l'autre, ce sont des acteurs variés qui ont été mobilisés, avec des démarches parfois communes, parfois différentes. Ce document propose un regard croisé sur les modalités mises en œuvre dans les deux régions pour renforcer les liens entre la nutrition et les actions des OP, et présente les leçons communes tirées de ces expériences à la fois en termes d'échelle d'intégration, de types de services portés et de complémentarité avec le système de santé. ●

## PARTIE 1

# L'intégration de la nutrition au sein des organisations paysannes, une diversité d'acteurs et de rôles

## QUELLES « PORTES D'ENTRÉE » DE LA NUTRITION AU SEIN DES DISPOSITIFS EXISTANTS ?

### ● Démarche commune

En Guinée forestière comme en Moyenne-Guinée, l'intégration des actions à visée nutritionnelle s'est adossée **aux schémas organisationnels existants** et a mobilisé comme porte d'entrée les acteurs déjà présents et actifs. L'organisation commune aux deux régions repose sur les trois niveaux de structuration que sont les groupements, les unions et les fédérations, ces dernières possédant des cellules techniques chargées de fournir l'appui-conseil aux organisations membres. Plus développés et plus anciens en Moyenne-Guinée, ces dispositifs d'appui-conseil ont été renforcés en Guinée forestière par des animateurs externes (salariés du Gret et de la MGE), notamment sur des dynamiques innovantes, comme l'agroécologie ou la nutrition.



Production de pomme de terre en Moyenne-Guinée

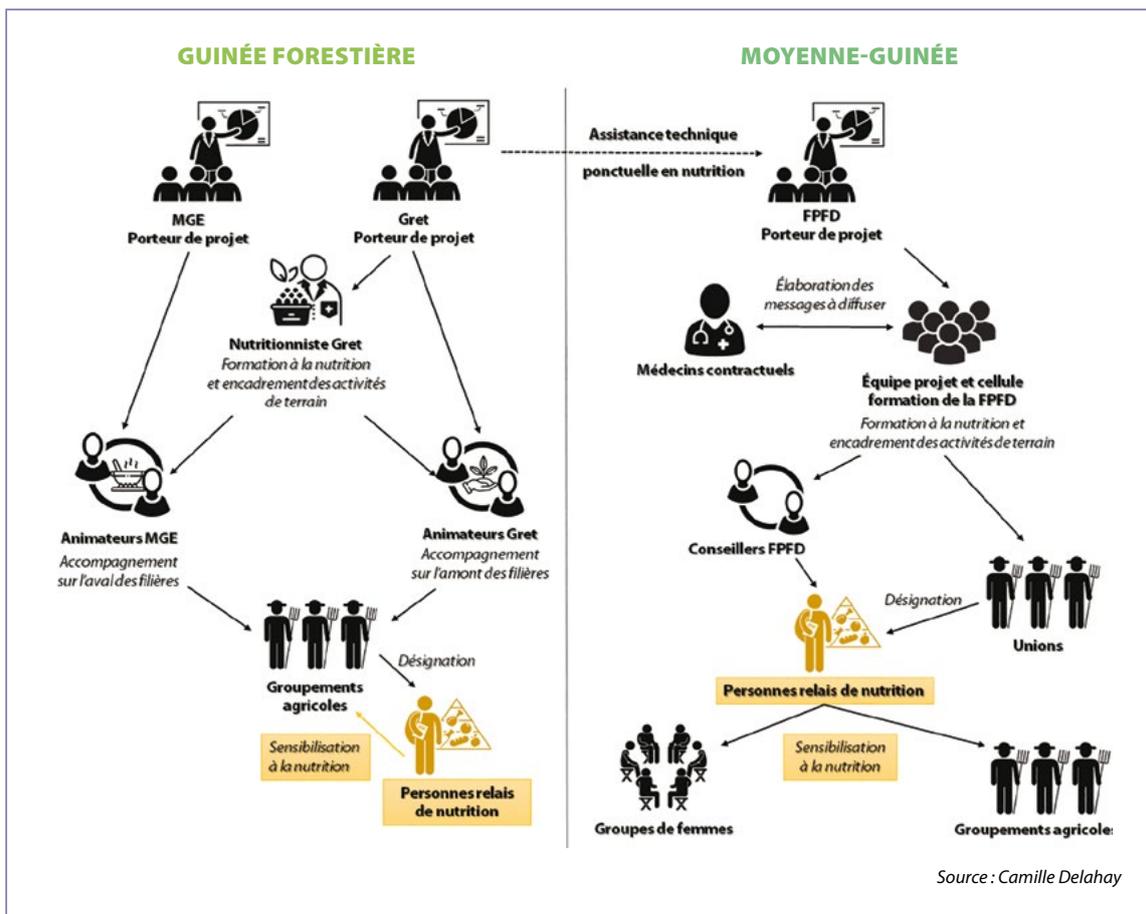


Travaux agricoles dans le champ d'un groupement en Guinée forestière

● **DIFFÉRENCES ENTRE LES DEUX RÉGIONS**

Le schéma suivant montre les modalités d'intégration des actions de nutrition dans chacune des deux régions.

**Figure 1 : LES MODALITÉS D'INTÉGRATION DES ACTIONS DE NUTRITION DANS CHAQUE RÉGION**



Séance d'éducation nutritionnelle avec une femme éducatrice en Moyenne-Guinée



Visite des animateurs du Gret et de la MGE auprès d'un groupement en Guinée forestière

L'analyse des « portes d'entrée » de la nutrition montre les différences suivantes.

GUINÉE FORESTIÈRE	MOYENNE-GUINÉE
<p>Le projet a été mis en œuvre par deux ONG, le Gret et la Maison guinéenne de l'entrepreneur (MGE), qui ont accompagné les organisations de producteurs, transformateurs et commerçants des filières riz et huile de palme. Un appui technique et organisationnel a été fourni aux groupements et unions, en collaboration avec les fédérations.</p> <p>L'intégration de la nutrition s'est faite principalement à l'échelle des groupements, grâce à l'accompagnement de leurs membres par l'équipe d'animateurs des deux ONG à travers des séances dédiées à la nutrition, animées par des personnes relais membres des groupements.</p> <p>Il y a donc eu une <b>concentration des actions au niveau des groupements</b>, qui se sont appropriés <b>de nouvelles compétences et un nouveau mandat nutritionnel</b>, mais avec <b>peu d'implication des fédérations</b>.</p>	<p>Le projet a été mis en œuvre par la Fédération des paysans du Fouta Djallon (FPFD) directement auprès de ses organisations membres, avec l'appui technique du Gret et du CCFD.</p> <p>L'intégration de la nutrition s'est faite par la création d'une fonction nutrition interne à la FPFD, au sein de sa cellule formation, puis par la diffusion des connaissances et conseils en la matière <i>via</i> une diversité de personnes relais animant des séances dédiées au sujet. La fédération a également révisé sa stratégie globale afin de prendre en compte la nutrition dans ses actions.</p> <p>L'intégration a donc été <b>structurale (elle s'est faite au niveau de la fédération)</b> et a mobilisé <b>une multiplicité de canaux</b> pour atteindre les productrices et producteurs.</p>

Ces deux types de « portes d'entrée » montrent des différences **en termes de niveau d'appropriation du sujet** (groupement vs fédération), de **gouvernance de son intégration** (impulsée par un accompagnement externe vs intégrée à la stratégie interne d'une fédération) et de **modalités pour atteindre les ménages concernés** (espaces de dialogue entre membres de chaque groupement vs multiplicité des canaux pour une pluralité de cibles).

Ce document traite principalement de l'intégration de la nutrition *via* des actions de renforcement de capacités ou d'appui-conseil formalisées. Le travail de capitalisation a cependant également mis en évidence une diffusion informelle des enjeux et conseils en matière de nutrition à travers des personnes ressources (élus, animateurs, responsables communautaires) qui ont contribué activement à leur prise en compte par les divers acteurs.

## LES PORTEURS ET PORTEUSES DE L'ÉDUCATION NUTRITIONNELLE

### ● Démarche commune

Les personnes relais de nutrition sont les « femmes relais de nutrition » en Guinée forestière, et les « femmes éducatrices » et les « agents communautaires » (principalement des hommes) en Moyenne-Guinée. Leur objectif est le même : lors de séances dédiées, partager connaissances et conseils et créer, au sein des groupements agricoles, des espaces d'échanges afin de faire évoluer les pratiques, à la fois alimentaires et de soin, le tout en lien avec les activités agricoles et économiques des différents groupes. Ces personnes relais sont internes aux OP, membres de groupements ou d'unions. Elles personnalisent l'acquisition d'une nouvelle compétence et d'une nouvelle fonction « nutrition » au sein de l'organisation.

## Les organisations paysannes et la nutrition

Retour d'expériences du projet Sara en Moyenne-Guinée et en Guinée forestière

Outre les personnes relais de nutrition, la diffusion de connaissances et l'animation de dialogues sur la nutrition ont également reposé sur des personnes qui, non identifiées premièrement comme relais de nutrition, ont cependant joué le rôle de **canaux secondaires**. Il s'agit des **points focaux nutrition** en Guinée forestière, ainsi que des **paysans relais et alphabétiseurs** en Moyenne-Guinée, qui ont introduit certains messages liés à la nutrition dans leurs activités de conseil agricole et d'alphabétisation. Si le travail de capitalisation s'est principalement concentré sur ces canaux secondaires formels, plusieurs personnes ressources ont cependant également participé de façon informelle à une prise en compte transversale des enjeux de nutrition au sein des OP (élus des OP, responsables politiques et religieux, etc.).

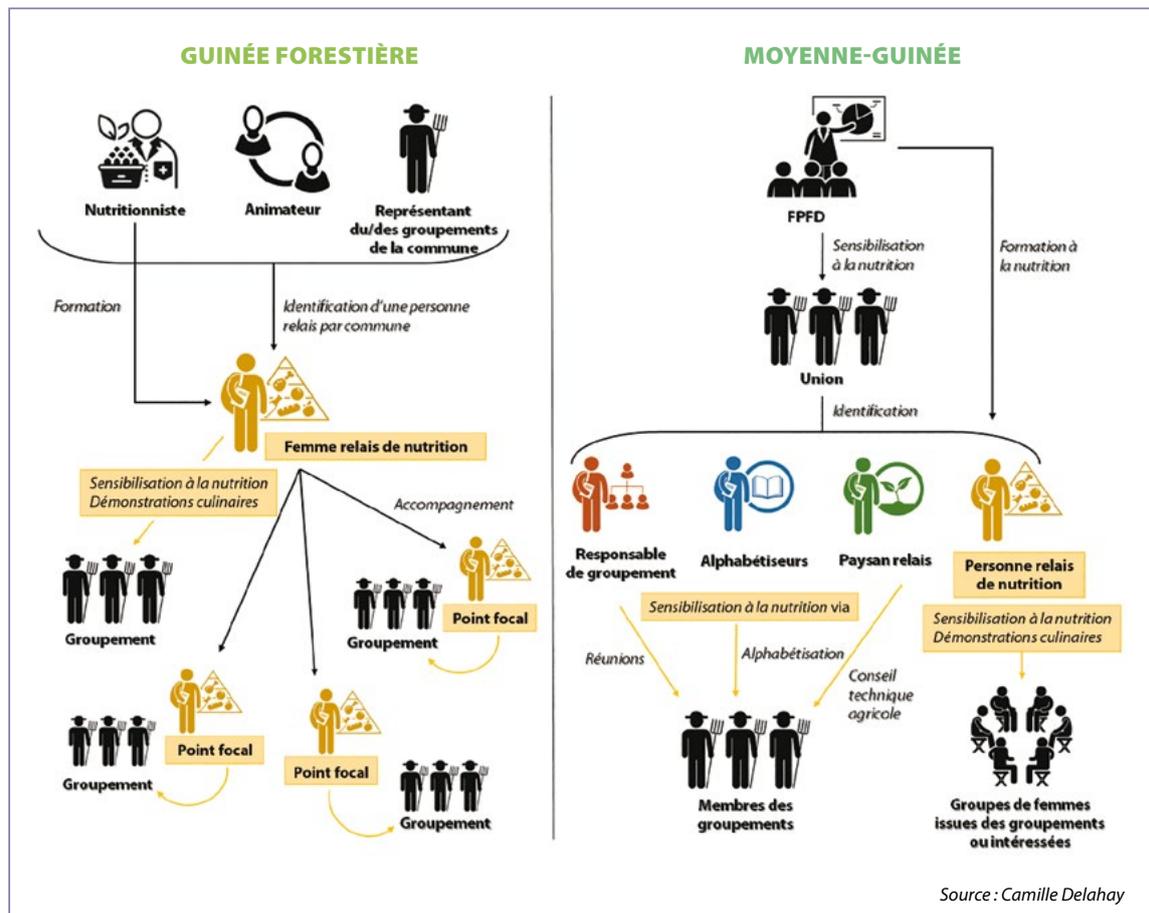


Séance de sensibilisation avec une femme relais de nutrition en Guinée forestière

### ● DIFFÉRENCES ENTRE LES DEUX RÉGIONS

Les principales différences entre les deux régions au sujet des personnes relais de nutrition et des canaux secondaires étaient les suivantes.

Figure 2 : MOBILISATION DES PERSONNES RELAIS DANS CHAQUE RÉGION



GUINÉE FORESTIÈRE	MOYENNE-GUINÉE
<p>Les personnes relais sont exclusivement des femmes membres de groupements.</p> <p>Une femme relais a été nommée dans chaque localité, chacune couvrant en moyenne 1 à 5 groupements (74 femmes relais pour 194 groupements). En cours de projet, une femme « point focal nutrition » a été désignée dans chaque groupement afin de diffuser plus largement les messages, les femmes relais ayant en effet la charge de groupements souvent distants. Après avoir été formés à la nutrition, femmes relais et points focaux ont ensuite sensibilisé les membres des groupements appuyés.</p> <p>Les femmes relais et les points focaux nutrition ont été identifiés directement par les membres des groupements. La moitié sont de simples membres, tandis que l'autre moitié a des responsabilités.</p>	<p>Les personnes relais sont en majorité des femmes membres des groupements (elles sont appelées « femmes éducatrices »). Un quart toutefois est composé d'agents communautaires rattachés au système de santé, principalement des hommes. Ces personnes relais (40 au total) sont désignées par les élus des unions, en lien avec la fédération et les responsables des groupements.</p> <p>En s'appuyant sur les services existants au sein de la FPF, d'autres types d'acteurs ont été formés en nutrition et ont intégré certains conseils nutritionnels au sein d'animations ou de formations non dédiées à la nutrition (conseil agricole par les paysans relais, cours d'alphabétisation). Cette stratégie a permis d'aborder le sujet de la nutrition auprès d'un public plus large et plus diversifié.</p>

Si les personnes relais avaient, dans les deux régions, un rôle semblable, l'analyse croisée révèle néanmoins des différences notables en termes de **profil** et de **compétences** préexistantes en matière de santé-nutrition, de même qu'en matière de **processus de désignation**, fortement liés à la dynamique d'acteurs et au dispositif projet propres à chaque région (« portes d'entrée » de la nutrition). De plus, des choix distincts ont été opérés par chaque équipe concernant la **couverture géographique** de ces personnes relais, choix qui résulte dans les deux cas d'un compromis entre les moyens disponibles et les objectifs à atteindre dans le cadre du projet.

Les stratégies des deux régions diffèrent également quant à la mobilisation de canaux secondaires. En Guinée forestière, les opérateurs de projet et les groupements ont choisi d'**augmenter le nombre de nouveaux relais dédiés à la nutrition**, alors qu'en Moyenne-Guinée, il a été décidé de s'appuyer plutôt sur **une multiplicité de canaux secondaires au sein de services déjà existants**.

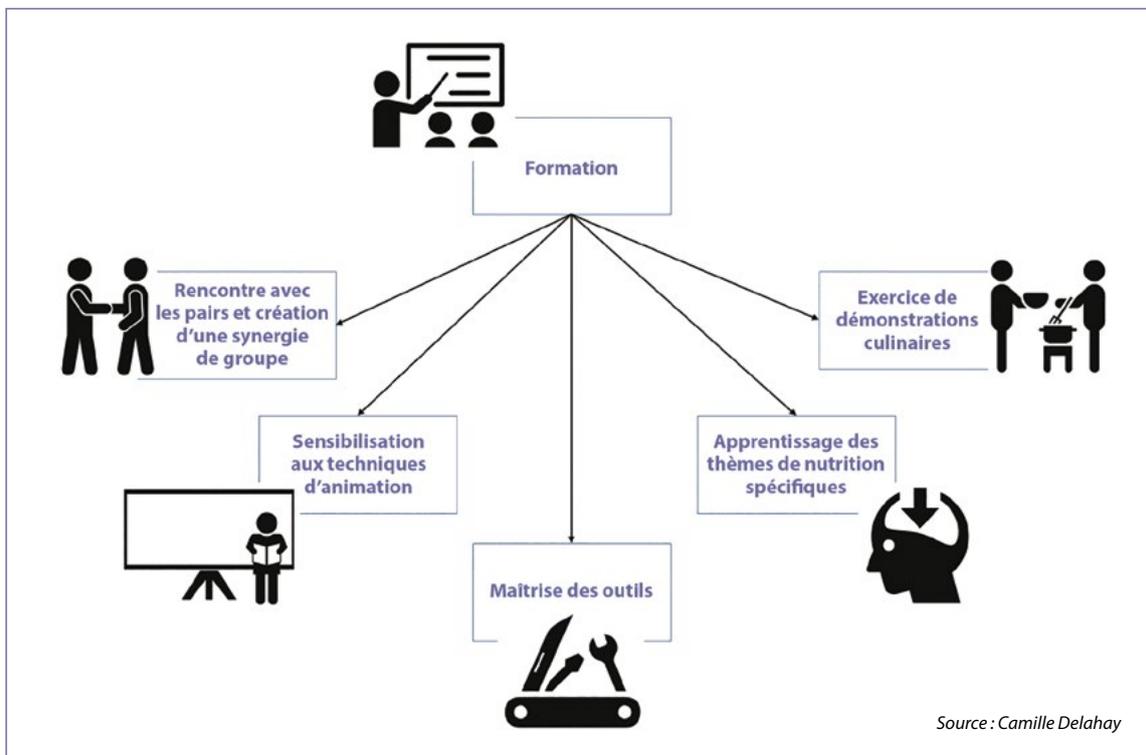
## RENFORCEMENT DE CAPACITÉS ET ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES RELAIS DE NUTRITION

### ● Démarche commune

Les personnes relais de nutrition ont suivi une **formation spécifique** étalée sur plusieurs jours. Développées individuellement dans chacune des deux régions par le Gret (Guinée forestière) et la FPF (Moyenne-Guinée), ces formations ont été dispensées par le nutritionniste du Gret en Guinée forestière et par une équipe composée de médecins généralistes et du formateur nutrition de la FPF en Moyenne-Guinée. Leur objectif était de fournir aux personnes relais les connaissances et les compétences nécessaires pour transmettre les messages de « bonnes pratiques » nutritionnelles (en matière d'alimentation et de soins).

Le schéma page suivante synthétise les principales composantes communes aux deux régions.

Figure 3 : LES PRINCIPALES COMPOSANTES DES FORMATIONS (GUINÉE FORESTIÈRE ET MOYENNE-GUINÉE)



Un autre élément commun est le rôle de l'**animateur** (en Guinée forestière) ou du **conseiller** (en Moyenne-Guinée). Disposant déjà d'une large palette de compétences techniques, mais sans posséder de connaissances spécifiques en nutrition, chaque animateur et chaque conseiller a été formé sur ce nouveau sujet et a eu pour rôle d'**accompagner les personnes relais sur le terrain**, tout en bénéficiant d'un lien direct avec les référents nutritionnistes du Gret et de la FPF.



Femmes membres d'une union en Moyenne-Guinée



Visite des conseillers de la FPFD auprès d'un groupement membre en Moyenne-Guinée

## ● DIFFÉRENCES ENTRE LES DEUX RÉGIONS

Les différences portaient principalement sur les modalités d'accompagnement des personnes relais de nutrition par les animateurs/conseillers.

GUINÉE FORESTIÈRE	MOYENNE-GUINÉE
<p>Les animateurs ont effectué un accompagnement rapproché prenant la forme d'un <b>compagnonnage</b> des femmes relais de nutrition, qui a facilité l'appropriation de leur nouveau rôle et leur reconnaissance par les membres du groupement.</p> <p>Cet accompagnement a également permis d'initier, au sein des groupements, des <b>espaces de dialogue sur la nutrition</b> et les liens entre pratiques agricoles et enjeux nutritionnels.</p>	<p>Les conseillers ont accompagné les femmes éducatrices et les agents communautaires de façon moins rapprochée qu'en Guinée forestière, leur travail étant davantage concentré sur le suivi des activités. En contrepartie, un plus grand nombre de personnes relais a été mobilisé et les conseillers ont pu faciliter les <b>échanges entre personnes relais de nutrition et canaux secondaires</b>, tels que les alphabétiseurs, les paysans relais ou les élus d'unions.</p>

Processus important de l'intégration de la nutrition au sein des groupements, les **modalités d'accompagnement des personnes relais** varient donc en fonction des schémas d'organisation préexistants et des rôles des animateurs/conseillers. L'analyse croisée entre Guinée forestière et Moyenne-Guinée montre que cet accompagnement peut favoriser la reconnaissance d'un nouveau statut et d'un mandat nutrition au sein des OP, ainsi que les interactions entre les différents acteurs.

## LEÇONS ET RECOMMANDATIONS

L'analyse croisée des dispositifs mis en place en Guinée forestière et Moyenne-Guinée permet de faire un certain nombre de recommandations pour la prise en compte de la nutrition au sein des OP.

- L'expérience du projet Sara montre qu'il existe des façons très diverses d'intégrer la nutrition au sein des OP en fonction de l'organisation existante ainsi que du positionnement et de l'intérêt des différents acteurs, éléments propres à chaque contexte. L'analyse croisée entre les deux régions montre que la pérennisation de la prise en compte de la nutrition par les OP passe par une **intégration à tous les niveaux d'organisation, du groupement à la stratégie globale des fédérations, en tenant compte du mandat et des capacités de chacun**. La compréhension des enjeux de structuration des OP et de fonctionnalité de leurs cellules techniques préexistantes est donc essentielle pour une intégration durable de ce nouveau sujet.
- Le groupement agricole a été ciblé par le projet car il s'agit du mode de structuration le plus développé dans les zones concernées. Bien ancré au niveau communautaire, il offre des espaces d'échanges et donne accès à une diversité de métiers en lien avec la production agricole, la transformation et la commercialisation de produits variés. De plus, les hommes comme les femmes y sont bien représentés, ce qui constitue un atout lorsqu'il s'agit d'évoquer les liens entre enjeux nutritionnels et agricoles (les services de santé, à l'inverse, ciblent sur les questions de nutrition quasi exclusivement les femmes). Ces opportunités semblent confirmées en fin de projet, la capitalisation montrant une appropriation du sujet à l'échelle du groupement et une augmentation de son rayon d'action au-delà de ses membres, en particulier dans les villages. **Le groupement agricole apparaît comme une entité essentielle dans la diffusion de messages et dans l'initiation de changements pour la nutrition à l'échelle communautaire.**

## Les organisations paysannes et la nutrition

Retour d'expériences du projet Sara en Moyenne-Guinée et en Guinée forestière



Étuvage du riz en Guinée forestière

- La capitalisation d'expériences du projet a également mis en évidence l'**importance du processus de sélection de la personne relais de nutrition et de son accompagnement pour la reconnaissance d'un nouveau statut et d'une nouvelle compétence au sein de l'organisation**. La personne relais de nutrition est en effet centrale dans la mise en œuvre de l'éducation nutritionnelle au sein des OP et incarne au sein du groupe une nouvelle posture. L'expérience du projet Sara montre que l'implication du groupement dans la sélection, puis l'accompagnement rapproché des personnes relais, permettent d'accroître la visibilité de leur rôle, la reconnaissance par le collectif au même titre que d'autres fonctions, et de susciter une prise de confiance assez rapide des femmes et hommes concernés.
- Enfin, pour la diffusion de messages nutritionnels au sein des OP, et au-delà des activités dédiées portées par les personnes relais de nutrition, il apparaît également **important de valoriser les canaux existants dans toute leur diversité**. L'expérience du projet montre que la multiplicité des canaux (paysans relais, alphabétiseurs, etc.) permet une plus grande **diversité de cibles** (diversité de profil des participants aux sessions d'alphabétisation, de conseil agricole, etc.), mais amène également **plusieurs cadres et façons d'aborder le sujet de la nutrition**, qui restent complémentaires à la séance dédiée avec les personnes relais. ●

## PARTIE 2

# L'éducation nutritionnelle portée par les organisations paysannes

Cette deuxième partie analyse les différents types d'activités liées à la nutrition mises en œuvre dans les deux régions par les organisations professionnelles agricoles et agroalimentaires (à travers les personnes relais), en complémentarité des autres types d'appui et des conseils fournis par les OP à leurs membres. Elle propose également d'étudier les changements de pratiques induits par ces « services nutritionnels ».

## LES ACTIONS DE NUTRITION MISES EN ŒUVRE AU SEIN DES ORGANISATIONS PAYSANNES

### ● Démarche commune

En Moyenne-Guinée comme en Guinée forestière, les personnes relais de nutrition, formées et outillées en matériel de communication (boîtes à images, posters ou autres supports visuels), ont conduit des séances de sensibilisation à la nutrition à destination des membres des groupements.

Les thèmes abordés, répartis en différentes sessions, étaient les mêmes dans les deux régions et concernaient principalement l'alimentation et les soins des femmes enceintes, des femmes allaitantes et des enfants jusqu'à deux ans.

Dans les deux régions, les sensibilisations ont été couplées à des démonstrations culinaires (séances pratiques collectives de préparation de plats équilibrés élaborés à partir des produits locaux).



Formation des points focaux de nutrition en Guinée forestière

## ● DIFFÉRENCES ENTRE LES DEUX RÉGIONS

Les modalités de mise en œuvre de ces activités ont sensiblement différé dans les deux régions.

GUINÉE FORESTIÈRE	MOYENNE-GUINÉE
<p><b>MODALITÉS DES SÉANCES DE SENSIBILISATION</b></p> <p>Un cycle complet d'éducation nutritionnelle dure six mois.</p> <p>Chaque femme relais et point focal de nutrition a été doté d'une boîte à images, d'un guide reprenant la stratégie à suivre pour sensibiliser les membres des groupements, d'un manuel de recettes équilibrées adaptées à l'âge et aux besoins des enfants et des femmes enceintes, et d'un kit d'ustensiles pour effectuer les démonstrations culinaires. Les animateurs, accompagnants réguliers des femmes relais, étaient chargés de remplir les documents de suivi (liste des participants, thèmes abordés, questions posées, etc.).</p> <p>Les femmes relais ont réuni une fois par mois les membres du groupement (hommes, femmes, jeunes et moins jeunes) pour leur présenter l'une des thématiques de sensibilisation puis leur poser quelques questions clés dans le but de réfléchir à des pistes d'action liées aux problématiques soulevées lors de la session. Chaque séance a systématiquement été clôturée par un atelier de démonstration culinaire dédié à l'alimentation des femmes et des jeunes enfants.</p> <p>Au total, 2 820 personnes (dont 65 % de femmes) ont été sensibilisées sur la durée du projet.</p> <p><b>ACTIVITÉS COMPLÉMENTAIRES</b></p> <p>Après les sensibilisations, les femmes relais ont régulièrement été sollicitées par des familles pour les conseiller. Les boîtes à images, restées disponibles à l'échelle de chaque groupement, sont devenues un support régulièrement utilisé dans le cadre d'échanges informels.</p> <p>En revanche, les femmes relais n'ont pas été spécialement mobilisées dans le cadre d'autres activités, comme les séances sur l'agroécologie ou le conseil à l'exploitation familiale. Le lien avec les enjeux nutritionnels s'est principalement fait <i>via</i> les animateurs.</p>	<p><b>MODALITÉS DES SÉANCES DE SENSIBILISATION</b></p> <p>Mandatés par les unions et agissant en autonomie, les femmes éducatrices et agents communautaires ont été pourvus d'une boîte à images, d'un guide de sensibilisation ainsi que d'outils de suivi. Formés en parallèle à l'alphabétisation, ils remplissaient les documents de suivi et les transmettaient aux conseillers de la fédération, présents sur le terrain.</p> <p>Ils ont agi par secteur (plusieurs communes) et organisé des groupes de 15 femmes en âge de procréer, membres ou non de groupement, afin de les sensibiliser aux questions nutritionnelles. Chaque groupe a ensuite assisté pendant un mois à une séance de sensibilisation par semaine (un thème par semaine).</p> <p>Chaque session s'est terminée par une évaluation des connaissances <i>via</i> un jeu interactif. Une activité culinaire a été proposée à l'issue de chaque cycle de formation. Ces séances avaient pour but la mise en pratique collective des messages sur la diversité alimentaire, en fonction des ustensiles et ingrédients apportés par les participants, mais sans promotion de recettes adaptées spécialement conçues.</p> <p>Au total, 9 904 personnes (dont 90 % de femmes) ont été sensibilisées sur la durée du projet.</p> <p><b>ACTIVITÉS COMPLÉMENTAIRES</b></p> <p>En parallèle des sessions de sensibilisation, la fédération a diffusé des spots radio sur les mêmes thèmes <i>via</i> trois radios locales. Comme expliqué dans la partie précédente, les alphabétiseurs, les paysans relais et les élus d'unions, s'aidant d'un livret de nutrition, ont eux aussi intégré des messages liés à la nutrition dans leurs activités* et touché un public varié d'hommes et de femmes.</p> <p><small>* Les paysans relais ont abordé la nutrition à la fin des séances de démonstration sur les techniques culturales, les élus d'unions ont intégré les questions nutritionnelles à l'ordre du jour des réunions ordinaires et assemblées générales, et la santé et nutrition était l'un des quatre sujets d'apprentissage lors des séances d'alphabétisation.</small></p>

Le tableau suivant détaille les caractéristiques des sensibilisations mises en œuvre par les personnes relais dans les deux régions.

Tableau 1 : CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DU SITE DE TOLONGOINA

	Guinée forestière	Moyenne-Guinée
<b>Personne relais</b>	Femme relais et point focal de nutrition (membres de groupement).	Agent communautaire (parfois également membre de groupement) ou femme éducatrice (membre de groupement).
<b>Durée d'un cycle complet de sensibilisation</b>	6 mois.	1 mois.
<b>Répartition des thèmes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Alimentation de la femme enceinte et allaitante.</li> <li>- Alimentation du jeune enfant de 0 à 6 mois.</li> <li>- Alimentation du jeune enfant de 6 à 24 mois.</li> <li>- Hygiène de la famille et de son milieu.</li> <li>- Autour du centre de santé.</li> <li>- Compléter son alimentation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Alimentation et hygiène du foyer.</li> <li>- Alimentation et soins de la femme enceinte et allaitante.</li> <li>- Allaitement exclusif et soins du nourrisson (0 à 6 mois).</li> <li>- Alimentation et soins de l'enfant de 6 à 24 mois.</li> </ul>
<b>Nombre de rencontres par mois et nombre de thèmes abordés</b>	1 (un thème par mois).	4 (un thème par semaine).
<b>Public ciblé lors de chaque rencontre</b>	Tous les membres d'un même groupement, mais ouvert également aux autres habitants de la localité. Le ratio hommes-femmes des participants est estimé à 35/65 en fin de projet.	15 femmes membres de différents groupements et unions, ou autres groupes non affiliés à la fédération. Le ratio hommes-femmes des participants est estimé à 10/90 en fin de projet.
<b>Nombre moyen de participants</b>	Entre 10 et 30, issus d'une même localité.	15, pouvant venir de localités différentes.
<b>Modalités de participation</b>	Participation des membres requise dans le cadre des activités du groupement.	Constitution d'un groupe de femmes sur la base du volontariat.
<b>Bilan des séances</b>	Discussion guidée après chaque séance sur le thème du jour.	Évaluation des connaissances à chaque fin de cycle de sensibilisation.
<b>Démonstrations culinaires</b>	À la fin de chaque séance.	À la fin du cycle complet de sensibilisation.
<b>Accompagnement par un animateur ou un conseiller</b>	Les animateurs du Gret et de la MGE étaient en appui aux femmes relais et en charge de remplir les outils de suivi.	Pas systématiquement ; les conseillers de la FPPD avaient la charge de collecter les outils de suivi remplis par les personnes relais.

Les modalités de mise en œuvre des actions de sensibilisation en nutrition, ainsi que leur intégration au sein d'un ensemble d'activités d'appui-conseil et de renforcement de capacités, varient ainsi **nettement entre les deux régions**, à la fois en termes de **rôles et responsabilités des personnes relais, des animateurs et conseillers**, mais également en termes de **public cible et de finalités poursuivies** : ancrage fort et prise en compte d'un nouveau sujet au sein des groupements en Guinée forestière, ou diffusion large de connaissances pilotée par la cellule formation de la fédération en Moyenne-Guinée. Ces **différences de mise en œuvre sont étroitement liées aux postures d'accompagnement existantes**, de la part des animateurs du projet envers les groupements en Guinée forestière, et de la part de la PFPD envers ses organisations affiliées et leurs membres.

## LES CHANGEMENTS DE PRATIQUES OBSERVÉS

Le projet Sara n'était pas doté d'un dispositif de suivi-évaluation suffisamment robuste pour mesurer les changements de pratiques induits par les activités d'éducation nutritionnelle. Cependant, le processus de capitalisation de fin de projet a permis d'analyser cette question sous différentes formes, avec à la fois les opérateurs du projet et les familles cibles. Les principaux changements de pratiques ont ainsi pu être documentés, d'une part à l'échelle des pratiques agricoles, alimentaires ou de l'ordre des rapports sociaux, et d'autre part à l'échelle des pratiques des organisations, groupements, unions ou fédérations. L'analyse présentée dans cette partie montre des tendances globalement similaires dans les deux régions, avec des spécificités liées à l'échelle à laquelle les changements ont été les plus profonds.

### ● OBSERVATIONS COMMUNES

Les actions de sensibilisation à la nutrition ont induit en premier lieu **des changements de perceptions et de certaines pratiques liées à l'alimentation des familles ciblées**. En effet, les sensibilisations sur les groupes d'aliments et les repas équilibrés, de même que les démonstrations culinaires, ont permis de promouvoir la diversité des productions agricoles locales et leur contribution à une alimentation nutritive et équilibrée. Elles ont aussi permis d'identifier des alternatives à certains aliments onéreux, en particulier la viande, constituant phare d'un « bon repas » et difficile d'accès du fait de son coût. Les légumineuses locales, comme le niébé, ont ainsi été promues, et les perceptions ont peu à peu évolué sur le fait que « bien manger ne coûte pas forcément si cher ». Enfin, les démonstrations culinaires ont promu de nouvelles façons d'associer les aliments locaux pour constituer des plats complets.

Le travail de capitalisation a également montré le **lien entre l'évolution des perceptions et pratiques liées à l'alimentation et les pratiques agricoles, les premières influençant les secondes et inversement**. En effet, le projet Sara a accompagné la diversification des productions agricoles, avec en particulier le développement du maraîchage en Moyenne-Guinée et la promotion de pratiques agroécologiques dans les deux régions, favorisant l'association céréales-légumineuses ainsi que la diversification des productions tout au long de l'année. Les intérêts que trouvent les producteurs à ces évolutions des pratiques agricoles sont multiples : avantages économiques et agronomiques, mais aussi contributions notables à la diversification de l'alimentation familiale.

Enfin, des évolutions marquées concernant la perception **des rôles sociaux des hommes et des femmes au sein de la sphère familiale** ont été observées. Lors des sessions de sensibilisation, une attention particulière a en effet été portée à la charge de travail des femmes enceintes et allaitantes, ainsi qu'aux enjeux autour de leur santé et de celle des nourrissons et jeunes enfants. Ainsi plusieurs hommes ont-ils rapporté avoir perçu l'intérêt de s'impliquer davantage dans la vie du foyer, en particulier en consacrant plus de temps aux enfants, en aidant leur femme durant leur grossesse, et en veillant à la qualité de l'alimentation familiale pendant cette période et après la naissance.

## LA PAROLE AUX ACTEURS

« Nous, les femmes de Guinée forestière, ne connaissions pas les trois types d'aliments pour avoir de l'énergie, de la force et mieux se construire. Le projet nous a permis de faire cette distinction pour pouvoir mieux nous nourrir et être encore plus solides. Nous avons été formées et nous sensibilisons à notre tour les autres en les encourageant à consommer, comme aliment de construction : les œufs, la viande, le poisson, le poulet... Aussi pour avoir de l'énergie, il faut consommer les aliments suivants : patate, pomme de terre, igname, riz (étuvé de préférence); enfin pour pouvoir se protéger il faut consommer : les feuilles de patate ou de manioc, les aubergines, les concombres et autres légumes. Donc pour garantir votre santé il faut associer ces trois types d'aliments. Avant, je gaspillais beaucoup d'argent quand je partais au marché, je faisais des achats n'importe comment et je me retrouvais avec presque rien. Mais actuellement, avec la formation que j'ai reçue, je fais beaucoup d'économies en achetant l'essentiel. Il ne sert à rien d'acheter la viande et le poisson parce qu'ils sont du même groupe d'aliments. Si vous n'avez pas l'argent pour la viande, achetez le haricot qui peut valablement la remplacer. Je vous conseille de faire un petit jardin chez vous, cela vous permettra à la fois de bien manger et de faire des économies. Nous avons aussi appris comment doit s'alimenter une femme enceinte et allaitante, et comment nourrir un enfant de sa naissance à l'âge de 24 mois. »

**Femme relais de nutrition de Guinée forestière, témoignage lors de l'atelier final du projet Sara à Conakry**

« Les sensibilisations à la nutrition nous ont encouragés à produire la patate, le manioc, l'igname... On ne considérait pas ces aliments auparavant, on préférait les vendre et acheter le riz et l'huile de palme à la place. Dans notre culture, si on n'a pas de riz, on n'a rien car les autres aliments n'ont pas de valeur. C'est la formation à la nutrition qui nous a fait comprendre le rôle de chaque aliment sur notre corps. »

**Dian Korika Camara, secrétaire administratif du bureau de l'union de Dongel Sigon et alphabétiseur (préfecture de Mali, Moyenne-Guinée)**

« On avait l'ensemble des aliments illustrés dans la boîte à images mais on ne savait pas comment les associer, comment les consommer. Maintenant, si deux aliments jouent le même rôle, on ne les mélange pas, on ne les mange pas en même temps. On a perçu l'importance de chaque groupe d'aliments dans notre corps. »

**Femme membre d'un groupement dans la préfecture de Guékédou, Guinée forestière**

« Parfois, je me sentais attaqué dans les messages, je pensais que la sensibilisation était contre les hommes car on ne donnait pas assez d'argent. J'ai fini par comprendre et y voir l'intérêt. Heureusement qu'on est venu me parler de ça. Maintenant, je me sens concerné par la nutrition en tant que père de famille. »

**Homme membre d'un groupement dans la préfecture de Gaoual, Moyenne-Guinée**

On observe néanmoins l'absence de changements notables de certaines pratiques en dépit d'une évolution des perceptions induite directement par les sensibilisations en nutrition. Ainsi, bien que les messages relatifs à l'hygiène et le recours aux soins aient marqué les participants, la mise en œuvre des pratiques recommandées s'est parfois heurtée à des obstacles en termes d'accessibilité physique ou économique (un faible accès aux structures de santé limitant le recours aux soins par exemple). D'autres contraintes concernent des pratiques pour lesquelles la mobilisation attendue dépasse la sphère familiale et l'échelle du groupement (la mise en enclos des animaux et les questions d'assainissement et d'hygiène à l'échelle de la localité par exemple). Face à ces contraintes, certains groupements se sont toutefois rapprochés des autorités locales afin d'impulser des améliorations plus

## Les organisations paysannes et la nutrition

Retour d'expériences du projet Sara en Moyenne-Guinée et en Guinée forestière

globales. Dans certains villages, celles-ci se sont appuyées sur la boîte à images mise à la disposition des groupements pour instaurer de **nouvelles réglementations contraignantes**. Par exemple, dans certaines localités de Guinée forestière, des comités de surveillance ont été constitués pour infliger des amendes aux mères n'accouchant pas dans des structures de santé ou aux propriétaires d'animaux en liberté.

### ● DIFFÉRENCES ENTRE LES DEUX RÉGIONS

Les différences notées entre les deux régions ne concernent pas tant les types de pratiques familiales ayant évolué au cours du projet que leur degré d'évolution ainsi que les changements au niveau des OP elles-mêmes.

GUINÉE FORESTIÈRE	MOYENNE-GUINÉE
<p>Membres à part entière des groupements, les femmes relais sont devenues des référentes en nutrition au sein de leur communauté. Elles ont pu initier la mise en œuvre des bonnes pratiques conseillées, leur propre maison servant d'exemple sur la thématique de l'hygiène notamment. De plus, les sensibilisations touchant l'ensemble des membres d'un groupement en même temps, le changement de mentalité et de comportement s'est opéré conjointement entre familles.</p> <p>Les groupements se sont fortement approprié leur mandat nutrition à travers les femmes relais, et certains d'entre eux ont intégré les questions nutritionnelles dans des réunions ordinaires, se positionnant au sein de leur localité comme des acteurs pertinents sur le sujet. En revanche, les fédérations ayant dès le départ été peu impliquées, leur appropriation des enjeux nutritionnels en fin de projet a peu évolué, et elles ne revendiquent pas de posture particulière sur l'éducation nutritionnelle ou l'accompagnement de leurs groupements et unions membres en matière de nutrition.</p>	<p>Les changements de pratiques constatés ont davantage eu lieu à l'échelle individuelle, dans le sens où les femmes sensibilisées en âge de procréer l'ont été sans implication particulière de leur environnement direct, famille ou voisinage. Il n'y a pas eu de dynamique particulière à l'échelle des groupements, mais l'appropriation des enjeux et du mandat nutritionnels a en revanche été beaucoup plus forte à l'échelle de la fédération et, dans une moindre mesure, à celle des unions qui, pour plusieurs d'entre elles, ont contribué activement à la mise en œuvre des sensibilisations en nutrition portées par la cellule formation de la fédération.</p>



Culture du riz en Guinée forestière



Production maraîchère en Moyenne-Guinée

## LEÇONS SUR LES MODALITÉS ET LES EFFETS DE L'ÉDUCATION NUTRITIONNELLE PORTÉE PAR LES ORGANISATIONS PAYSANNES

---

L'expérience du projet Sara montre que **les OP sont à même de porter des actions d'éducation nutritionnelle à l'égard de leurs membres et, plus largement, des populations de leurs territoires**. À différentes échelles, elles ont pu opérationnaliser un nouveau mandat de sensibilisation en nutrition et acquérir une certaine légitimité sur le sujet. Cette capacité démontrée des OP comme opératrices d'éducation nutritionnelle, ainsi que leur intérêt sur les questions de nutrition, confirment la faisabilité des orientations du PNIASAN dans sa composante nutritionnelle, en particulier la promotion d'une éducation nutritionnelle à large échelle pour favoriser l'adoption de bonnes pratiques alimentaires et nutritionnelles.

Le travail de capitalisation a aussi soulevé **l'importance du renforcement des capacités des OP en matière de nutrition et d'animation de séances théoriques et pratiques** par le biais de stratégies adaptées à chaque contexte et à chaque dispositif organisationnel, pour permettre aux organisations de se doter aux différentes échelles des compétences nécessaires et de se professionnaliser sur le sujet.

L'expérience du projet Sara a également mis en évidence que, lorsque les OP sont porteuses d'éducation nutritionnelle, quelle que soit l'échelle, **le changement de certaines pratiques alimentaires familiales, plus favorables à la nutrition, est assez rapidement atteint**, et ce d'autant plus qu'il existe des opportunités agricoles pour améliorer la disponibilité d'aliments variés. Les liens entre enjeux économiques, agronomiques et alimentaires sont opérés en particulier par les producteurs, directement concernés par l'utilisation de leurs produits. Dans le cadre du projet, **l'appropriation des enjeux nutritionnels est allée au-delà de la seule alimentation familiale**, avec des prises de conscience sur les besoins spécifiques des mères et des jeunes enfants, ou encore sur les conditions d'hygiène et les pratiques de recours aux soins. En revanche, en dépit de ces évolutions en matière de perception, les changements se sont avérés plus limités dès lors qu'ils concernaient une sphère plus élargie que celle des participants directs aux sensibilisations et de leur entourage proche.

Enfin, en ce qui concerne les **pratiques et postures des OP vis-à-vis de la nutrition**, l'expérience du projet montre, d'une région à l'autre et à différentes échelles, des changements marqués caractérisés par **l'émergence commune d'un nouveau mandat d'éducation nutritionnelle**, à destination à la fois des familles paysannes membres des organisations, mais également, plus largement, des populations de leurs territoires. ●



## PARTIE 3

# Les liens avec le système de santé

Cette troisième partie interroge les liens entre les activités nutritionnelles portées par les organisations professionnelles agricoles et agroalimentaires et le système de santé, qui possède également un mandat de prévention de la malnutrition à travers la diffusion de messages de sensibilisation sur les pratiques alimentaires et nutritionnelles recommandées. L'analyse est proposée à deux échelles : les liens avec les stratégies existantes portées par le ministère de la Santé et ses directions régionales d'une part, et les liens avec les structures de santé au niveau local d'autre part.

## COHÉRENCE DES ACTIONS DE SENSIBILISATION AVEC LES OUTILS DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ



Formation des points focaux de nutrition en Guinée forestière

### ● Démarche commune

Les parties précédentes ont décrit comment, en Moyenne-Guinée et en Guinée forestière, des sensibilisations sur les thèmes de l'alimentation et des soins des femmes et des jeunes enfants ont été mises en œuvre par les personnes relais en s'appuyant sur des outils d'animation dédiés.

Ces outils de sensibilisation ont été élaborés en lien avec les acteurs du système de santé, collaboration entamée dans le cadre des projets Acorh et ResaNord, lors desquels des diagnostics initiaux des pratiques et perceptions concernant l'alimentation et les soins des femmes et des enfants avaient été menés. Les outils et messages de sensibilisation varient toutefois d'une région à l'autre, tout comme les modalités de collaboration avec le secteur de la santé.

## ● DIFFÉRENCES ENTRE LES DEUX RÉGIONS

GUINÉE FORESTIÈRE	MOYENNE-GUINÉE
<p>En Guinée forestière, le principal outil utilisé dans le cadre du projet est la boîte à images nationale. Harmonisée et validée sous la tutelle du ministère de la Santé avec l'ensemble des acteurs du secteur à l'échelle nationale, cet outil regroupe les messages clés portés par les autorités sanitaires en matière d'alimentation et de soins des femmes et des jeunes enfants. Il est conçu pour les agents de santé communautaires et personnes relais œuvrant en matière de prévention de la malnutrition dans le pays. Le Gret a ainsi contribué activement à l'élaboration de l'outil national en amont de son utilisation dans le projet Sara, et en partageant les résultats du diagnostic mené lors du projet Acorh. La boîte à images a ensuite été mise à la disposition des groupements. Un livret de recettes améliorées produit par les services de santé a également été utilisé par les femmes relais lors des démonstrations culinaires.</p>	<p>En Moyenne-Guinée, la collaboration avec le secteur de la santé s'est faite au niveau régional. La FPF n'a pas utilisé d'outils nationaux mais a produit les siens (boîte à images, livret résumé des messages, horloge des pratiques) en faisant appel à des médecins recrutés spécifiquement et en s'appuyant sur les résultats du diagnostic initial effectué dans le cadre du projet ResaNord.</p> <p>Ces outils ont été conçus pour répondre aux besoins spécifiques des activités prévues dans le cadre du projet. Leur conception s'est faite en concertation avec les directions préfectorale et régionale de la santé, et il n'y a pas eu de collaboration directe avec le ministère de la Santé.</p>

L'expérience du projet Sara met en évidence deux stratégies différentes pour la conception des messages et outils de sensibilisation sur la nutrition à destination des OP. En tant qu'ONG internationale, et considérant que la vocation des outils nationaux est d'être facilement répliquables et utilisables dans tout le pays, le Gret, en Guinée forestière, a fait le choix de **s'aligner sur les stratégies nationales existantes et de promouvoir leur mise en œuvre à travers l'action des groupements**. Les directions préfectorale et régionale de santé n'ont été quant à elles que peu sollicitées.

À l'inverse, en Moyenne-Guinée, la FPF, en tant qu'acteur ancré territorialement, a privilégié la **conception d'outils spécifiques à ses propres besoins et modalités de travail, en collaboration avec les directions territoriales de santé**, mais sans valorisation des outils nationaux existants.

## COLLABORATION ENTRE ORGANISATIONS PAYSANNES ET SERVICES DE SANTÉ AU NIVEAU LOCAL

Le système de santé possède un mandat préventif qui, en matière de malnutrition, se caractérise par des actions à la fois **au niveau des structures de santé** (consultations prénatales et de suivi de la croissance par exemple) et **au sein des communautés** avec des agents de santé communautaires (campagnes de vaccination et de supplémentation, éducation nutritionnelle).

Le travail de capitalisation s'est donc penché sur les interactions entre ces services et l'éducation nutritionnelle portée par les organisations professionnelles agricoles et agroalimentaires dans le cadre du projet Sara.

## ● Constat commun

Le premier constat est celui d'une certaine faiblesse des services préventifs de santé dans les deux régions, en particulier à l'échelon communautaire en dehors des postes de santé<sup>7</sup>. Les membres des groupements de Guinée forestière ont ainsi indiqué, lors d'une enquête conduite en début de projet, que leurs principales sources d'information en matière d'alimentation et de soins étaient le personnel des postes de santé et les médias, tandis que les séances de sensibilisation à la nutrition portées par les agents de santé communautaires étaient très peu citées. Il faut cependant noter que les processus de diagnostic initial menés en début de projet n'ont que très peu pris en compte les services existants au niveau du système de santé communautaire, ainsi que les éventuels besoins de complémentarité en matière d'éducation nutritionnelle.

Les ateliers participatifs menés en fin de projet ont ainsi fait ressortir une **collaboration assez faible entre OP et services de santé** dans les deux régions, aussi bien au niveau des centres de santé que des agents de santé communautaires. Les échanges lors de ces ateliers ont cependant confirmé l'existence **d'importantes marges de progression concernant la recherche de complémentarité** entre les actions des OP et celles du système de santé communautaire en matière d'éducation nutritionnelle.

## ● Différences entre les deux régions

L'implication des agents communautaires dans les activités du projet a varié d'une région à l'autre.

GUINÉE FORESTIÈRE	MOYENNE-GUINÉE
<p>Lors du projet Acorh (prédécesseur du projet Sara), il avait été envisagé, en complément des femmes relais internes aux groupements, de faire appel à des agents de santé communautaires pour diffuser une partie des messages aux familles. La stratégie retenue ensuite par le Gret a finalement concentré les actions à l'échelle des groupements, avec la volonté d'intégrer la dimension nutrition, en lien avec leurs activités spécifiques de production et de transformation. L'implication directe des agents de santé communautaires selon leur mandat de sensibilisation aux pratiques nutritionnelles recommandées a donc été écartée, mais sans pour autant mettre en place de collaboration régulière entre groupements et système de santé.</p>	<p>Comme évoqué précédemment, un tiers environ des personnes relais de Moyenne-Guinée étaient également agents communautaires du système de santé. En effet, la stratégie retenue par la FPFJ en début de projet consistait à faire porter les messages relatifs à l'alimentation par les femmes relais, et ceux relatifs à l'hygiène et aux soins par les agents communautaires. Pour des raisons opérationnelles, cette stratégie n'a finalement pas été prolongée et femmes relais comme agents communautaires ont travaillé avec les mêmes mandats.</p>

Il ressort de ces deux exemples que, malgré une volonté initiale des acteurs du projet, **l'implication concrète des agents de santé communautaires s'avère très nuancée en fin de projet**. Par ailleurs, le travail de capitalisation met en évidence **l'absence, dans les deux régions, d'une analyse conjointe et formalisée des opportunités de complémentarité** entre les actions d'éducation nutritionnelle portées par les organisations professionnelles et les services du système de santé.

7. À l'époque du projet Sara toutefois, une redynamisation était en cours en Guinée forestière à travers un projet de relance et de renforcement du système de santé à la suite de la crise liée au virus Ebola.



Femmes membres de groupement



Réception de la boîte à images par les points focaux de nutrition en Guinée forestière

## LEÇONS ET RECOMMANDATIONS SUR LES SYNERGIES ENTRE ORGANISATIONS PAYSANNES ET SYSTÈME DE SANTÉ

- L'expérience du projet Sara suggère que les OP sont à même de **contextualiser**, en lien avec les acteurs locaux de santé, les **outils nationaux d'éducation nutritionnelle** selon les spécificités de leur territoire et les besoins liés à leurs modes d'action, souvent plus participatifs que ceux du système de santé. La nutrition étant une question de santé publique, **la connaissance et la compréhension du cadrage stratégique national de nutrition** relevant du ministère de la Santé sont primordiales pour les OP qui s'engagent dans un mandat nutritionnel.
- **Au-delà d'une collaboration opérationnelle** à l'échelle d'un projet, l'analyse des actions mises en œuvre dans le projet Sara montre également l'importance d'analyser conjointement, entre OP et système de santé, les **opportunités de complémentarité des différentes actions en faveur de la nutrition**. Les enjeux sont en effet multiples :
  - OP et système de santé communautaire s'adressent à des **cibles différentes** (principalement les femmes pour le système de santé ; des groupes de producteurs et productrices, transformateurs et transformatrices, commerçants et commerçantes pour les OP) ;
  - en termes de **thématiques portées**, les OP semblent avoir de plus fortes capacités d'influence sur les pratiques alimentaires familiales et les pratiques agricoles, là où le système de santé dispose de davantage de leviers sur les pratiques de soin ;
  - la complémentarité peut également s'avérer **géographique**, dans la mesure où la réalisation et l'efficacité des actions de sensibilisation portées par les OP dépendent du dynamisme propre à chacune, de leur organisation interne et de leur présence – plus ou moins forte – sur un territoire ;
  - OP et système de santé disposent de **capacités** complémentaires, par exemple entre personnes relais (outillées sur l'éducation nutritionnelle en lien avec les pratiques agricoles) et agents de santé communautaires (plus à même de répondre aux problématiques de santé et de leurs liens avec la nutrition). ●

## Conclusion

Le travail de capitalisation mené dans le cadre du projet Sara a permis de dégager une série d'enseignements et de les mettre en débat lors d'ateliers multi-acteurs. Plusieurs conclusions se dessinent à l'issue de ce travail.

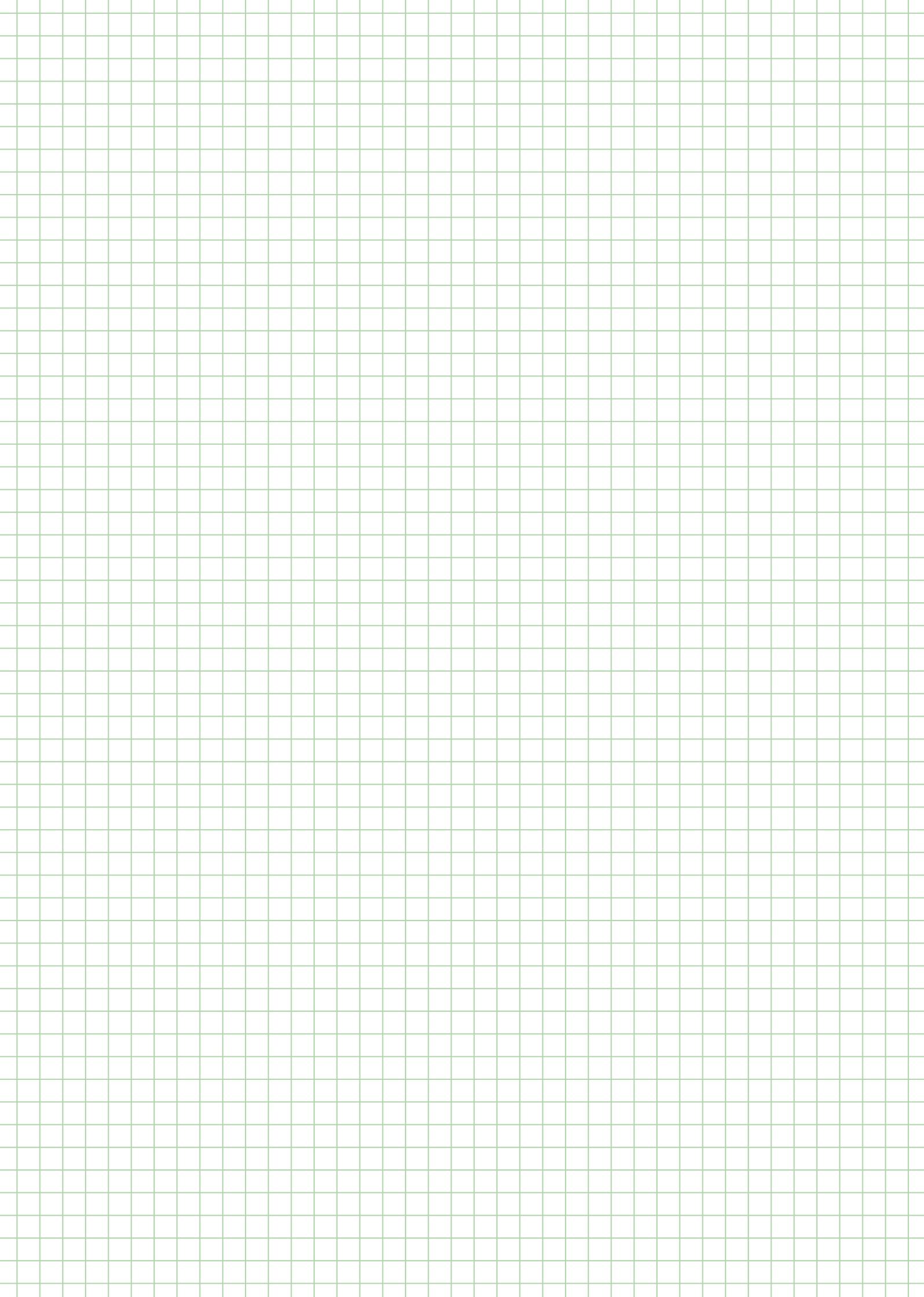
Tout d'abord, il apparaît que les organisations professionnelles agricoles et agroalimentaires sont à même de porter des actions d'éducation nutritionnelle efficaces, cohérentes et intégrées à leurs modes d'action préexistants. Cela confirme la faisabilité de l'opérationnalisation de la composante nutrition du PNIASAN et représente un important levier pour renforcer les stratégies multisectorielles de nutrition en Guinée.

Les organisations paysannes sont également en mesure d'intégrer dans leurs dispositifs d'accompagnement les enjeux nutritionnels, d'influencer les changements de pratiques alimentaires et agricoles en faveur de la nutrition et de s'approprier un nouveau mandat nutritionnel.

Il existe, au sein de ces organisations, une diversité de modèles organisationnels et d'activités d'accompagnement des producteurs. Lorsqu'il s'agit d'intégrer des actions de sensibilisation à la nutrition au sein des services que les OP proposent à leurs membres, il s'avère important de s'adosser aux dispositifs et postures existants et de travailler l'intégration aux différentes échelles, du groupement à la fédération, en considérant en amont les capacités et l'intérêt des différents acteurs. La prise en compte de la nutrition au niveau des OP est ainsi un processus à inscrire dans un temps long, dans lequel il est important d'accorder une place au renforcement de capacités et au dialogue entre acteurs.

La collaboration avec le système de santé doit d'autre part être renforcée, et les actions d'éducation nutritionnelle portées par les OP et par le système de santé doivent être complémentaires à l'échelle d'un territoire. Le système de santé doit continuer à être soutenu dans l'accomplissement de son mandat préventif au niveau communautaire, essentiel et auquel les OP ne peuvent, ni ne doivent, se substituer.

Enfin, l'instauration d'un dialogue continu entre les secteurs de l'agriculture et de la santé, tout comme la capitalisation et le partage des expériences menées à l'échelle des territoires, sont essentiels pour éprouver et améliorer de manière participative les politiques multisectorielles de nutrition. ●





## LES ORGANISATIONS PAYSANNES ET LA NUTRITION

*Retour d'expériences du projet Sara en Moyenne-Guinée et en Guinée forestière*

La Guinée dispose d'importantes ressources naturelles et potentialités en termes de surfaces cultivables, de réserves hydriques et de richesses minières. En dépit de cela, la pauvreté reste importante et l'économie du pays demeure fragile. Les systèmes de production se caractérisent par des exploitations familiales de petite taille, aux rendements faibles, aux capacités d'investissement limitées, et très vulnérables face aux aléas climatiques, économiques ou sanitaires. La malnutrition infantile demeure élevée en milieu rural, où les familles ont un accès limité à des services préventifs de qualité.

Le projet Sara (Sécurité alimentaire, résilience et agroécologie), conduit par le Gret de 2016 à 2019 en partenariat avec la Maison guinéenne de l'entrepreneur (MGE) et la Fédération des paysans du Fouta Djallon (FPFD), avait pour objectif de renforcer l'autonomie des exploitations familiales face aux crises sanitaires et aux changements climatiques dans deux régions de Guinée : la Moyenne-Guinée et la Guinée forestière. Il avait pour ambition de prendre en compte les enjeux nutritionnels dans l'ensemble des actions agricoles soutenues par le projet, et de voir comment les acteurs agricoles pouvaient se les approprier et agir.

Ce document propose un regard croisé sur les modalités mises en œuvre dans les deux régions pour renforcer les liens entre la nutrition et les actions des organisations paysannes. Il présente les leçons tirées de ces expériences à la fois en termes d'échelle d'intégration, de types de services portés et de complémentarité avec le système de santé.

### AVEC LE SOUTIEN FINANCIER DE :



*Le contenu de la présente publication relève de la seule responsabilité du Gret et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue des financeurs.*

### EN PARTENARIAT AVEC :



**GRET**

Campus du Jardin d'agronomie tropicale de Paris  
45 bis avenue de la Belle Gabrielle  
94736 Nogent-sur-Marne Cedex, France  
Tél. 33 (0)1 70 91 92 00 – [www.gret.org](http://www.gret.org)

ISSN 2677-9803  
ISBN 978-2-86844-331-1



9 782868 144331